Orbán versus Strauss-Kahn

Le Fidesz et le Fonds monétaire international

(FMI) s’affrontent depuis quelques jours pour savoir qui de Budapest ou de Washington déterminera la politique économique à mener en Hongrie. M. Orbán apparaît plus dur et moins docile que son prédécesseur dans les négociations, il le répète: le FMI ne gouvernera pas la Hongrie. Pas habituée à cette arrogance sur le continent européen, le fonds monétaire s’est fâché et a claqué la porte à la Hongrie.

En octobre 2008, pour dénoncer la soumission

des socialistes hongrois au FMI et à l’UE, le quotidien conservateur et proche du Fidesz Magyar Nemzet déclarait: «Le FMI préside désormais au destin du pays. Le gouvernement de Gyurcsány [le Premier ministre d’alors] continuera à diriger l'État tel une marionnette. Notre véritable Premier ministre sera à l'avenir M. Strauss-Kahn. Nos pires cauchemars deviennent réalité. Nous avons perdu notre

indépendance économique. Et si nous devions entendre à l'avenir qu'il nous faut entreprendre toujours plus de mesures de restrictions en raison de l'aide du FMI, il faudra se rappeler de cette curiosité historique: le fait que la Hongrie est le seul pays de l'UE à être une colonie du Fonds monétaire international». Le FMI et l'UE avait alors consenti un prêt de 20 milliards d'euros à la Hongrie pour lui éviter la faillite. Pour bénéficier de la dernière tranche de ce prêt (5milliard d'euros), le gouvernement Orbán devait s'engager à poursuivre les mesures d'assainissement des comptes publics amorcées par le gouvernement Bajnai. Cependant la volonté de rupture avec le gouvernement socialiste qu'a affiché M. Orbán pendant la campagne électorale ne l'autorise pas à se conformer aux exigences du FMI. Le chef de la mission du FMI en Hongrie, Christoph Rosenberg, appuyé par M. Rehn, le commissaire européen aux affaires économiques, a décidé de mettre un terme aux négociations avec la Hongrie, le gouvernement n'ayant pas accepté d'introduire plus de rigueur dans le budget 2011.

M. Orbán veut ainsi montrer à son électorat que la Hongrie est souveraine, qu'elle peut déterminer sa propre politique sans se conformer à une quelconque norme extérieure. Il oublie cependant que plus le déficit public de la Hongrie se creusera, plus son sort dépendra de banques privées, pour la plupart étrangères. Un des moyens d'apporter plus d'indépendance à son pays serait de tendre vers un équilibre budgétaire pour que la dette hongroise ne soit pas l'objet de spéculations externes.

Ses promesses le lui interdisent: il a annoncé des baisses d'impôt et une intervention de l'État dans l'économie pour améliorer la conjoncture et faire en sorte que la croissance ne soit pas uniquement tirée par les exportations. Il veut ainsi stimuler la demande interne, paralysée depuis quelques mois. Le FMI veut quant à lui continuer de prescrire à la Hongrie sa thérapie de choc et dénonce toute politique de relance keynésienne.

Cependant M. Orbán s'oppose plus à la politique de rigueur du précédent gouvernement qu'au néolibéralisme du FMI. Il l'a dit: le temps des querelles idéologiques est révolu. Celui du Système de la Coopération Nationale est ouvert et le FMI apparaît comme un obstacle à ce système. Le nouveau cabinet entend donc mener son action en conformité à la volonté du peuple hongrois de vivre au sein d'un Etat-nation, indépendant et souverain.

Incontestablement, cette volonté rompt avec la situation actuelle. Cette dernière montre que, récemment, les pays d'Europe centrale et orientale ont plus été utilisés à des fins commerciales et sommés d'effectuer certaines réformes économiques qu'ils n'ont pu déterminer une politique nationale de manière indépendante. Le pied de nez fait au FMI serait donc le début de la réappropriation d'une souveraineté perdue. La démarche peut être comprise comme un refus de se soumettre à des autorités supranationales non élues par le peuple hongrois et ne bénéficiant donc d'aucune légitimité. Ceci témoigne d'une situation problématique dans laquelle l'espace économique ne coïncide pas avec l'espace politique. Les forces du marché devenu mondial s'exercent sur des citoyens vivant au sein d'une communauté nationale. Les peuples sont gouvernés par des forces qu'ils ne contrôlent pas. La politique a divorcé du pouvoir, l'économie a pris le dessus. La démocratie de marché s'est installée. M. Orbán veut donc mettre fin à cette situation de domination politique qui étouffe son peuple en proposant une alternative souverainiste. Si la souveraineté était bien une idée nouvelle à la Renaissance, elle est aujourd'hui vide de sens à l'échelle d'un petit Etat comme la Hongrie, elle n'est que marketing électoral.

Le prétendu courage de M. Orbán s'inscrit incontestablement dans une stratégie électorale qui consiste à affaiblir l'extrême droite en siphonnant son électorat. Il faut donc que les électeurs d'extrême droite comprennent que le combat contre le FMI est un combat contre l'envahisseur étranger. La ficelle est grosse. Cette approche de court terme se retrouve aussi dans la taxe sur les banques d'un montant de 0,45% de l'actif net. Celle-ci devrait rapporter quelques 650 millions d'euros dans les caisses de l'État hongrois en deux ans mais elle n'est en aucun cas un pas vers une société plus juste puisqu'elle n'est que temporaire. Bien qu'il permettra d'éviter de creuser le déficit public, cet affront au monde de la finance, jugé de manière hostile par le FMI, est l'une des raisons de l'interruption des négociations et du refus d'accorder la dernière tranche du prêt à la Hongrie. S'attaquer à l'institution qui a, entre autres, dévasté certains États de l'Amérique du Sud, est une bonne initiative, mais ses motivations ne permettront pas de changer la conception du pouvoir et de l'économie. En effet, M. Orbán est presque muet sur l'idéologie du FMI, il en parle seulement comme étant l'ennemi de la nation hongroise et non comme un artisan de la régression humaine.

Yann Caspar

- Catégorie
Agenda Culturel